

| Numéro | Objet | Date | Nomenclature |
|----------|---|------------|---|
| 056/2023 | Adoption du règlement de fonctionnement des salles et équipements mis à disposition | 27/06/2023 | 3.5. Actes de gestion du domaine public |

| |
|--|
| Envoyé en préfecture le 30/06/2023 |
| Reçu en préfecture le 30/06/2023 |
| Publié le |
| ID : 013-211300363-20230627-23_CM_056-DE |



Extrait du registre des délibérations du Conseil Municipal

Commune d'Eyragues (Bouches-du-Rhône)

Conseillers en exercice : **27**
Présents : **22**
Procurations : **4**
Votes : **26**

L'an deux mil vingt-trois, le **vingt-sept juin**, le Conseil Municipal d'Eyragues, dûment convoqué, s'est réuni à **dix-neuf heures, Salle du Conseil Municipal**, sous la Présidence de **Michel GAVANON**, Maire.

Date de la convocation : **21 juin 2023**

OBJET : Adoption du règlement de fonctionnement des salles et équipements mis à disposition

Étaient présents les Conseillers Municipaux : GAVANON Michel, TROUSSEL Marc, POURTIER Yvette, DELAIR Patrick, PANCIN Pierre, NIETO Corinne, ROSELLO Louis, AMAT Bruno, BOUCHET Aurélien, ROSSI Yannick, SALINAS Bérangère, BARAT Michel, REY Nathalie, AMIARD Ludivine, GEORGES Delphine, KAPPES Vincent, MOUSSY Éric, JULLIAN Madeleine, DELABRE Éric, PERRIN Christine, HOUDIN Florence, LIBOUREL Vincent.

Absents excusés et représentés : MISTRAL Christiane représentée par TROUSSEL Marc, FRESQUET Véronique représentée par BARAT Michel, CHAUVIN Kenny représentée par NIETO Corinne, GIORDANI CONSTANSO Marie-Hélène représentée par DELABRE Éric.

Absents excusés : OWEDYK Corinne.

Résultat du vote :

Pour : **26**
Contre : **0**
Abstentions : **0**

Par délibération n°2021/059 du 28 juillet 2021 le Conseil Municipal a adopté le règlement de fonctionnement des salles et équipements mis à disposition.

Après lecture du projet du règlement de fonctionnement des salles et équipements mis à disposition, il est proposé aux Conseillers d'en débattre les principes et le contenu.

Vu le Code général des collectivités territoriales, et notamment son article L 2144.3 relatif à l'utilisation des locaux communaux par les associations,

Vu le Code de la Construction ;

Vu le Code général de la Propriété des Personnes Publiques ;

Considérant que dans l'intérêt des usagers et du respect des règles de sécurité, il convient d'acter le Règlement de fonctionnement des salles et équipements mis à disposition ci-joint ;

Considérant qu'il y a lieu de réglementer l'utilisation des lieux attribués aux associations de la ville d'Eyragues.

Le Conseil Municipal, à l'**Unanimité**, décide de :

Approuver le Règlement de fonctionnement des salles et équipements mis à disposition ci-joint (pièce n° 11) ;

Dire que celui-ci remplace le précédent ;

Autoriser M. Le Maire ou son 1^{er} Adjoint à le signer ainsi que tout document correspondant

Ainsi fait et délibéré, les jours, mois et an que dessus. Pour extrait certifié conforme et exécutoire.

Le Maire certifie le caractère exécutoire du présent acte, qui selon sa nature, a fait l'objet d'une publication ou d'une notification et a été transmis aux services de l'Etat au titre du contrôle de légalité.

Michel GAVANON



M. Gavanon

Maire d'Eyragues

Les Délibérations sont rendues exécutoires à la date de leur publication et leur télétransmission au contrôle de légalité. Elles peuvent faire l'objet d'un recours notamment en excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif de Marseille 24 Rue Breteuil, 13006 Marseille Cedex ou par saisi sur l'application informatique « Télérecours citoyens » accessible par le site Internet : www.telerecours.fr dans un délai de deux mois commençant à courir à compter de la plus tardive des dates suivantes :

- *date de sa réception par le représentant de l'État ;*
- *date de sa publication.*

Dans ce même délai, un recours gracieux peut être déposé devant la Commune, ce délai suspendant le délai de recours contentieux qui commencera à courir soit :

- *à compter de la notification de la réponse de la Commune ;*
- *deux mois après l'introduction du recours gracieux en l'absence de réponse de la Commune pendant ce délai.*